

n° 759 — 4 F
DU 27 OCT. AU 2 NOV. 77

nouvelle édition
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Afrique du Sud :
La paranoïa blanche



**files d'attente
et stages-parkings
pour jeunes chômeurs**

A nos lecteurs TS sur 24 pages

Nous ne pouvons attendre plus longtemps. *Tribune socialiste* paraîtra donc sur 24 pages. Le 3 novembre, une semaine avant que ne débute la campagne nationale d'abonnements. Chaque lecteur pourra ainsi apprécier concrètement ce que son hebdomadaire, augmenté de huit pages, peut apporter qu'il ne pouvait jusqu'ici faire que très difficilement : reportages, enquêtes, débats. Sur les sujets les plus divers.

Cela, nous le rappelons la semaine dernière. Reste sans doute l'essentiel : l'effort que chaque lecteur consentira pour que le journal vive, c'est-à-dire se développe. De notre côté, nous avons méticuleusement préparé la campagne d'abonnements. Dans quelques jours, le dépliant publicitaire que nous avons prévu à cet effet sera largement diffusé.

Mais il faut — sans quoi nos efforts seraient vains — que l'attachement de chaque lecteur à notre hebdo se manifeste à travers un effort durable. Et la seule manière efficace de manifester un tel attachement, c'est non seulement de diffuser largement le journal, de le faire connaître autour de soi, mais aussi de proposer un abonnement à ses proches parents, amis, camarades de travail. Un contrat simple que nous entendons passer avec nos lecteurs. ■

PARENTS ATTENTION !

Des élections auront lieu, pour la première fois dans les écoles primaires et secondaires, afin de désigner les représentants des parents d'élèves au sein des conseils de parents qui seront mis en place auprès de chaque établissement scolaire public.

Ces élections ont lieu à l'initiative des parents, l'avis de nos enfants et de l'école. Or, ces élections sont organisées par la Fédération CORNEC qui en assure l'organisation.

Il existe actuellement deux grandes fédérations :

- la Fédération des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (F. P. E. P.) créée par le District National Lagarde qui recense 420 000 adhérents et 26 500 écoles ;
- la Fédération des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (F. P. E. P.) créée par le District National Lagarde qui recense 420 000 adhérents et 26 500 écoles ;

Cette Fédération Lagarde, à travers deux autres fédérations régionales :

- la F. A. P. (Fédération des Associations de Parents) qui agit au niveau départemental ;
- la F. A. P. (Fédération des Associations de Parents) qui agit au niveau départemental ;

Le Président de la Fédération CORNEC, en collaboration étroite, ses proches collaborateurs et la Fédération CORNEC, ont profondément étudié, ses prises de position relatives au futur du programme commun et au statut social et professionnel qu'elle apporte au Parti Communiste et au Parti Communiste adhérents, la nature des élections des Conseils de Parents d'Elèves.

Les élections de la Fédération CORNEC visent à faire de l'école un instrument de passage à une société collectiviste et au statut d'employés libéraux sur ce qui est le plus précieux, la santé de l'enfant.

Lors de son dernier congrès, le Président de la Fédération CORNEC a ratifié la guerre sociale en vue de la suppression de tout enseignement, discipline, morale et culture dans le cadre du programme commun.

Ces élections de la Fédération CORNEC ne sont pas seulement destinées au bien-être des parents, mais aussi à leur sécurité sociale d'une mise en condition de la jeunesse en vue d'un meilleur avenir et de leur sécurité sociale d'une mise en condition de la jeunesse en vue d'un meilleur avenir et de leur sécurité sociale d'une mise en condition de la jeunesse en vue d'un meilleur avenir.

Il est le seul usage de la Fédération CORNEC qui agit au niveau départemental, et l'existence de cette organisation de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (F. P. E. P.) fait connaître la vérité, alertez votre famille et tous ceux qui veulent passer dans une société libre.

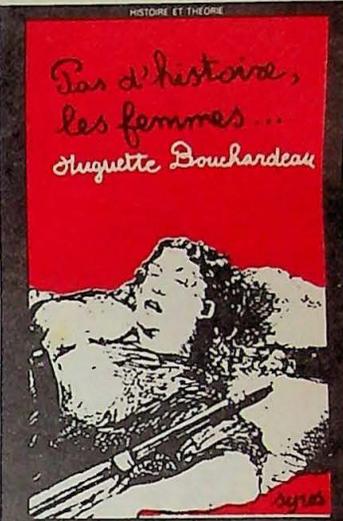
Si vous voulez une société de liberté, de responsabilité, sans privilège, dans une démocratie réelle de tous les jours, contactez le service du District de Cluses, région de notre section F. P. E. P. de Haute Savoie. (Service : Saint-Cloud)

Le Rassemblement pour la République

Attention au RPR de Rueil-Garches-Saint-Cloud (dont Baumel est le joyeux patron). Un RPR qui vous met en garde contre l'odieuse politisation de la Fédération Cornec des parents d'élèves. Et vous invite à rallier la fédération Lagarde qui, elle, est apolitique. Apolitique et soutenue par le RPR. Qui vous invite donc, dans la foulée, à rejoindre « notre section de Reuil-Garches-Saint-Cloud ».

Quel humoriste ce Baumel ! ■

à paraître
le 4 novembre
aux éditions Syros
dans la collection
« Histoire et théorie »
237 p - 29 F



Les femmes ont besoin de retrouver et d'écrire leur propre histoire, trop souvent oubliée par « l'histoire au masculin ». Trop souvent caricaturée aussi, comme si elle n'avait existé qu'à travers quelques épisodes héroïques de la lutte révolutionnaire et quelques personnages hauts en couleur. Dernier aspect de cette méconnaissance : l'idée, courante aujourd'hui, que le féminisme, fort du XIX^e siècle, ne serait sorti de ses cendres que vers 1970. C'est contre cette vision simpliste de l'histoire des femmes, et de leurs luttes, que s'élève Huguette Bouchardeau. Souvent piégées dans les rôles qu'on leur assigne, les femmes sauront aussi en tirer des moyens pour leur libération. Réflexions sur le passé et analyse sur le mouvement actuel des femmes se répondent et font de ce livre bien autre chose qu'un aperçu sur des années mortes : des voies pour comprendre les aspects dispersés et divers des luttes de femmes d'aujourd'hui.

HUGUETTE BOUCHARDEAU, née en 1935, mariée, trois enfants, est agrégée de philosophie, assistante en Sciences de l'éducation à l'université Lyon II, où elle participe au Centre lyonnais d'études féministes. Militante du Planning familial, du MLAC (le GLACS à Saint-Etienne) et du SGEN-CFDT ; elle est responsable des questions « Femmes » au Parti socialiste unifié.



Palazzo mentale

Nuit étrange. Décor inquiétant. Des arbres pétrifiés. Une maison noire de silence. Immeuble-vitrine, cet hôtel anonyme, hors du temps, s'illuminera d'étage en étage au rythme des promenades sans fin et des rencontres imprévues. Car des êtres se croisent dans cet univers sans nom. Qui sont-ils ? Ils sont notre mémoire ; la mémoire collective de ce vingtième siècle agonisant.

Pierre Bourgeade et Georges Lavaudant, le metteur en scène, ont orchestré, avec *Palazzo Mentale*, quelque chose qui ressemble à un voyage au fond de notre cerveau. Où viennent se heurter tous les personnages, réels ou fantasmagiques, de notre culture : Marcel Proust danse un slow avec Kafka ; Jorge-Luis Borgès déclame dans l'ombre ; Marlène Dietrich chante. Près d'eux, des mannequins aux yeux bandés : étranges silhouettes qui nous interrogent. En français, en allemand, en italien, le texte recomposé par Bourgeade vaut par sa musique plus que par son sens. Car, en fait, ce beau livre d'images est un théâtre en train de se faire. Une espèce de cauchemar qu'aurait rêvé une bibliothèque nationale soudain saisie par la migraine. Lavaudant signe ici un fascinant *collage*, ouvert à toutes les interprétations : le produit d'une génération qui a travaillé les sacro-saintes Grandes Oeuvres comme si elles étaient devenues des mythes.

Jusqu'au 13 Novembre à Nanterre. Tél. 204.18.81

Le 7 octobre les élus autogestionnaires de Champagne Ardennes se sont réunis et ont créé une fédération régionale. Le siège social a été fixé à la mairie de Vouziers dans les Ardennes.

Vieux chalet Passy, en Hautes-Savoie, face au Mont Blanc, disponible à tous en dehors des vacances scolaires. Trois appartements de deux pièces (WC) chacun + chambre grenier. Pas de location mais couverture des frais d'eau, gaz et électricité, mazout l'hiver, souhaitée. Vous adresser à Claude Déserrais, La Largère 85410 - La Caillère.



Carnets de chants révolutionnaires - prix 10 F (7,50 F pour 10 exemplaires) sont en vente à la fédération de Haute-Normandie, 43, avenue Pasteur, 76000 - Rouen.

● **Tous les vendredi (Paris)**: Chanson de femme reprend son théâtre laboratoire hebdomadaire à l'Aire libre, 3, impasse de la Gaieté, Paris à 18 h 30. Prix des places 15 F; un programme par mois.

● **Du 27 octobre au 20 novembre (Montreuil)**: le Théâtre école de Montreuil présente au studio-théâtre, 19, rue Antoinette à Montreuil *Trois petites vieilles et puis s'en vont...* par la Mauvaise Herbe. Les jeudis, vendredis et samedis à 20 h 30 et le dimanche à 16 h. Pour renseignements : 858 65 33.

● **4 novembre (Mulhouse)**: débat public sur la drogue, le trafic, l'argent, le pouvoir, à 20 h 30 au cinéma Pax, projection du film d'Ivan Passer *Born to win* et débat avec Alain Jaubert, auteur de *Dossier, D... comme Drogue*, Numa Murard et Gene, journaliste à *Libé*.

● **Vendredi 4 novembre (Paris)**: Le secteur agricole du PSU de la région parisienne organise le 4 novembre à 19 h, 9, rue Borromée la projection du film: *Croquant à croquer*, réalisé dans « joli pays dans sud

Etat français (Périgord, terre occitane) » comme disent les réalisateurs.

● **Samedi 5 novembre (Compiègne)**: 6 h pour l'autogestion organisée par le PSU, la CFDT

● **Mardi 8 novembre (Rennes)**: Les mardis du CRIDEV (Centre rennais d'informations pour le développement et la libération des peuples). « Partis politiques et tiers monde » (II), le 8 no-



et le MAS à la salle Desjardins (près de l'Hôtel de police) de 16 à 22 h. Exposition, débats « Autogestion dans la commune » avec Christophe Wargny et « Contrôle ouvrier nationalisations » avec Pierre Régnier, membre du Bureau national.

vembre à l'Office social et culturel, 6, cours des Alliés de 20 h 30 à 23 h 15. Les mardis du CRIDEV sont le noyau central, la base essentielle, le cœur de la vie du CRIDEV: l'un des moyens pour diffuser l'information sur le tiers monde et sur les luttes de libération.

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la

rubrique « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris. tél. 566 45 64.

hUMEUR

autonomes ... ? mon cul !

Dimanche à midi, bousculant les huissiers, piétinant les moquettes, renversant les plantes vertes, bombant les portes capitonnées de graffitis vengeurs et rouges, tirant sur les cravates des journalistes, tripotant les téléphones de toutes les couleurs, maculant les chiottes personnelles et luxueuses du rédacteur en chef, renversant le vin rouge qu'ils avaient apporté dans les tasses à thé de la direction, les anarchistes et les autonomes ont enfin osé s'attaquer à une rédaction qui, chaque jour, sert de façon odieuse les intérêts du pouvoir, de la bourgeoisie et du capitalisme.

Il y a des jours où, brusquement, parce que quelques individualités prennent une décision courageuse, on se sent un peu moins con, un peu moins seul.

Au fil des heures on les regarde et on les écoute et on a un peu honte de ne pas y avoir pensé soi-même, aveuglé par les problèmes quotidiens, par les luttes, par les mauvais réflexes partisans.

On les regarde se moucher dans les rideaux lourds et somptueux, froisser les dentelles qui tapissent les meubles rares du bureau de la direction, piller les archives prêtes à être livrées à la police. Fouillant fébrilement les tiroirs de la comptabilité, ils ont découvert les chèques de Chirac, les avances de Giscard, les promesses de Poniatowski et tous les contrats juteux des publicitaires dans lesquels le journal s'engage à être modéré pour recueillir la manne des annonces pleine page.

Tenant le directeur à la gorge, ils lui ont demandé des comptes sur les romans venimeux que ses colonnes déversent à propos de la bande à Baader, de Klaus Croissant, des écologistes, des universités, des autonomistes, des terroristes

du FLB ou d'ailleurs, bref de la grande internationale du crime politique. A force de le secouer, ils ont fait tomber les clés de sa mercédès, de son avion personnel et de ses nombreux appartements.

Sur les murs enfin libérés, ils ont remplacé les tableaux de maître par les articles débiles consacrés à tous les marginaux de France et de Navarre. Un vrai plaisir, une jouissance suprême, le détournement du siècle effectué en plein milieu du ciel réac. Armés jusqu'aux dents pour éloigner la police, décidés pour la première fois depuis la dernière guerre à faire publier de force un journal révolutionnaire par les forces bourgeoises, ils tenaient la France en haleine. Le suspens angoissant tandis que partout des voix s'élevaient pour réclamer le respect de la liberté et de la démocratie.

Ils ont osé, eux.

Fort de leurs certitudes, ils n'ont pas entendu le fantastique éclat de rire qui courait Paris, du *Figaro* à *France Soir* en passant par *Paris-Match*, *Minute*, *J'informe* et *le Parisien Libéré*. Un véritable hurlement. Jusqu'aux flics, qui se tordaient de rire dans les rues avoisinantes de *Libération* et demandaient régulièrement aux journalistes de *Libé*: « *vraiment ? vous voulez pas un coup de main ?* ».

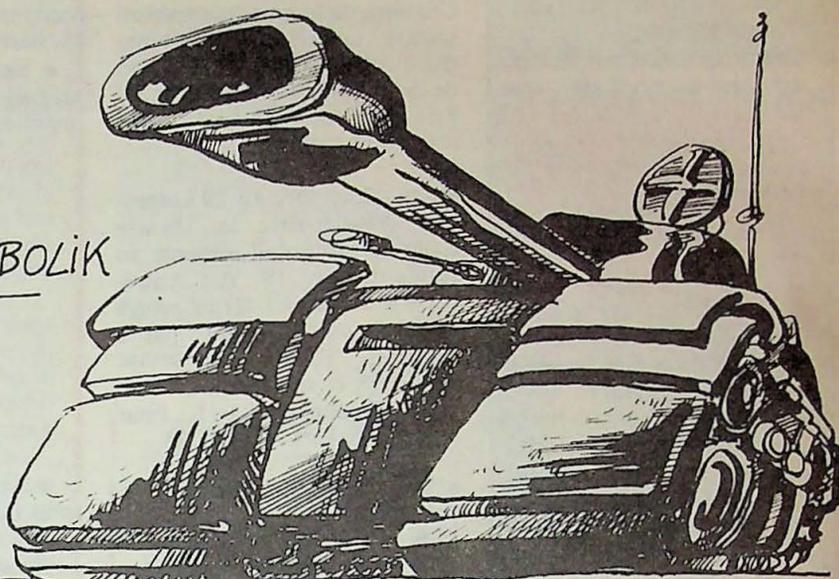
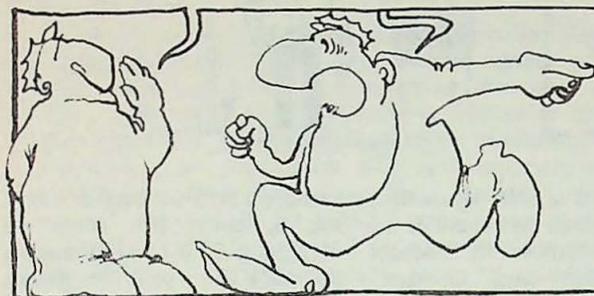
Tellement autonomes, ces anars que l'on a déjà vu du côté de Malville et de la gare Saint-Lazare, que les flics sont arrivés deux heures avant eux pour avertir les journalistes de *Libération*.

Monsieur Hersant ? Il va bien, merci. Si bien qu'il vient de faire couler *Normandie-Nouvelle* et propose de racheter *L'Aurore*.

C.M. VADROT ■

CHEF, CHEF, REGARDEZ CE QU'ON VIENT DE TROUVER DANS LA CELLULE DE BAADER!

AH BAADER! TERRORIST DIABOLIK



Je n'ai pas osé !

Je n'ai pas osé avouer que les « suicides » d'Andréas Baader et de ses complices, m'avaient profondément affecté. Je n'en ai pas eu le courage. J'ai baissé la tête. Je me suis tu. J'ai rengainé mes arguments. Ils étaient fragiles peut-être ou trop forts. Mais je ne pouvais pas les faire valoir. Impossible ! De Baader au smicards, le fossé était trop grand ! J'ai tout ravalé. Je n'ai pas osé avouer que j'aimais bien Andréas Baader ! Je ne suis pas allé jusqu'au bout de ma démarche. Pas encore petit-bourgeois, mais presque. Il faut toujours aller jusqu'au bout de sa démarche, jusqu'au bout de ce qu'on pense, pour se sentir propre ! Toujours !

Cette semaine, justement, dans « Le Matin » du 19 octobre, il y avait en première page les portraits de Hanns Martin Schleyer et d'Andréas Baader. « Deux mystères » disait la manchette ! Certes, certes. Pourtant ces mystères m'apparaissent lumineux. Ces portraits

en disaient long. Ils pouvaient, sans légende, résumer à eux seuls les contradictions de notre société. Sans nom, sans commentaire, Schleyer était Schleyer, Baader était Baader. A l'évidence, l'erreur était impossible. Les traits bouffis de l'ancien patron, ex SS de surcroît, c'était bien Schleyer. Le romantisme qui hurlait, et le feu dans les yeux, la fièvre à fleur de peau, c'était bien Baader.

Ils sont morts tous les deux, presque en même temps. La patron des « patrons » et l'anarchiste qui remet tout en question. Deux symboles qui s'affrontaient jusqu'à l'extrême limite de leurs moyens. L'un avec la toute puissance, l'autre avec rien qu'une détermination inébranlable. Tous les deux avec leur vérité : l'argent ou l'homme !

Je sais bien que la violence est condamnable. On le dit ! Ce doit être vrai. Mais il faudrait encore s'entendre sur le terme. Le définir pour qu'il n'y ait plus d'équivoque. La violence, c'est l'utilisation, par une petite minorité d'illuminés, de tous les moyens possibles, pour tenter d'ébranler les systèmes.

Ainsi, tout s'explique clairement. La

guerre du Vietnam était une lutte « idéologique ». Les tortures au Chili sont les indispensables moyens de garantir l'ordre établi. La faim dans le monde est une calamité que les pays nantis apaisent à coups de charité. Les charges de CRS n'ont pas d'autre objet que de préserver la paix des peuples. Les larmes qui coulent dans le monde ne sont que de tendresse. L'Homme est universel et il est heureux.

Moyennant quoi les Baader et autres incendiaires sont des emmerdeurs. Ils empêchent les gens de dormir en paix, ils troublent leur digestion. Les consciences sont tranquilles, pourquoi les déranger ?

Monsieur Baader, je voulais vous dire ce que je n'ai pas osé avouer. Votre « suicide » est une belle mort. Le souffle qui vous animait est toujours vivant. Il y avait dans vos yeux un peu de cet espoir que beaucoup nourrissent sans vouloir le dire. Il y avait surtout une flamme qu'on pouvait croire inquiétante parce qu'elle était dévorante et encore inconnue.

J. MICHEA ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
 NOM Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
 Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
 Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.



Directeur politique : Alain Tlemcen - Rédacteur en chef : José Sanchez
 Rédacteur en chef adjoint : Claude Desliat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel.

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot, F. Claire

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :

Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque

38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

● Où va la France ?

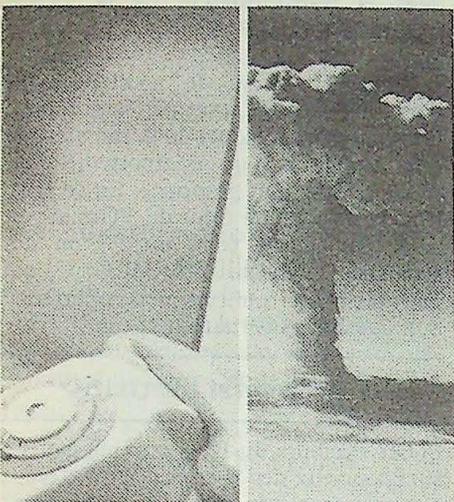
Par J. Sanchez..... p 5
Sondage Marris-France qui vote PSU -
extrême gauche par P. Gollet . p 6-7

● Social

Le grand bluff sur l'emploi des jeunes
par Y. Sparfel p 8-9

● Nucléaire

Sois franc, François
par M. Martin..... p 10
Allo, Michel Grand Jean p 10



● Tribune libre

Contre l'unité
par J. Le Ménestrei..... p 11

● Et pourtant elle tourne

Afrique du Sud : la paranoïa blanche
par M. Tichnkow p 12



Soweto : pouvoir noir en zone blanche
par B. Wandrille p 13

● Les armes de la critique

D'ornano joue l'avare
par F. Claire..... p 14



La raison du plus fou
par P. Mariélie p 15
Oublier le rétro p 16

Entre la "bande à Baader" et la bande à Hersant...



Sous le titre « des suicidés dérangeants » nous confirmons dans le dernier numéro de *Tribune socialiste*, notre condamnation d'un terrorisme individuel impuissant et dangeureux face au terrorisme d'Etat. Sans nier l'émotion que nous avons ressentie à l'annonce des quatre disparitions de la prison de Stuttgart-Stammheim. Mais enfin, avec fermeté.

Une semaine plus tard, regretterons-nous d'être restés sans complaisance ? Trois faits au moins nous inciteraient à nuancer au moins notre sévérité.

● Et tout d'abord le doute croissant que fait naître la thèse des suicides collectifs. Sans doute l'avocate d'Ingard Möller est-elle... l'avocate d'Ingard Möller. N'empêche. Son témoignage, jusqu'à preuve du contraire, ne peut que confirmer une suspicion que les conditions d'incarcération du groupe Baader permettaient. Il n'est en tout cas plus possible de se contenter de relever que la fin de Baader et de ses compagnons s'inscrit dans la logique d'une stratégie politique dont l'issue ne pouvait, pour qui l'avait choisie, qu'être fatale. Et si l'enquête allait révéler que la RFA, où la peine de mort est abolie, n'avait pas craint de substituer à la barbarie d'une institution cet usage discret, dont l'histoire n'est pas sans exemple, qui consiste à « suicider » les indésirables politiques ?

● Ensuite l'utilisation politique que la si vertueuse social-démocratie allemande fait de l'affaire Schleyer. Les « innocents otages » du boeing de la Lufthansa ont abondamment permis et de faire mousser l'héroïsme du commando de Mogadiscio, et de légitimer-bien après qu'elle fût installée- la répression tous azimuts qui sévit en République Fédérale. Le cadavre de Schleyer, le « patron des patrons » allemands enlevé le 5 septembre à Cologne et retrouvé le 18 octobre à Mulhouse, sert à son tour à la fois à apaiser les doutes sur l'affaire « suicides » et à légitimer une scandaleuse intensification de cette répression : organisation de la délation, interpellations, contrôles (près d'un demi-million dit-on en Suisse, en RFA et en France, en trois jours seulement !) la chasse au contestataire ouverte Outre-Rhin qui renouent avec des cauchemars historiques qu'on croyait oubliés.

● Mais surtout, si quelque fait devait nous amener à regretter notre manque d'indulgence pour la « bande à Baader » ce serait le scandale d'une certaine complicité française avec les abandons de la social-démocratie allemande. Que la police française prête la main à la police allemande dans ses opérations anti-gauchistes n'a rien pour nous étonner : la fonction oblige-même si quelques têtes pensantes sous le képi s'en sentent éventuellement gênées. Que le gouvernement français ne sache comment témoigner de son admiratif soutien au brave Chancelier Schmidt n'est pas moins dans la nature des choses : bourgeois libéraux de tous les pays... Au demeurant les émouvants salamalecs de Scheel-Schmidt sur la dépouille de l'ex-SS Schleyer n'ont pas dû troubler trop profondément ceux qui ont su, il n'y a pas si longtemps, s'incliner sur le cercueil de certain patron de presse réputé pour ses méthodes musclées (Mais Amaury avait, lui, le mérite d'être un ancien Résistant authentique).

Plus insidieuse, plus dangeureuse et plus inadmissible est l'attitude d'une certaine presse légitimant, à coup de bien belles phrases, les méthodes inqualifiables utilisés par les flics de RFA : la délation ? L'incitation à la vengeance ? Le mouchardage organisé à grande échelle ? Bien sûr reconnaît Max Clos, du *Figaro* et de la presse Hersant, « il serait malhonnête de dissimuler qu'il existe un danger dans ces procédés... Mais à s'obstiner à couper les cheveux en quatre, à s'entortiller interminablement dans les scrupules moraux et les arguties philosophiques, on aboutit à la paralysie de l'Etat et à la mise en péril de la Nation ». Un exemple, parmi beaucoup, de ce que cette presse s'est permis depuis une dizaine de jours.

Mais qui donc, voici quelque quarante ans, bradait ainsi les « scrupules moraux » et les « arguties philosophiques » au nom d'une raison d'Etat et d'un certain esprit civique qui firent du III^e Reich la plus grande entreprise criminelle du siècle ?

Aucune contre-campagne à l'infâme campagne de la presse Hersant ne nous paraîtra en tout cas trop sévère. ■

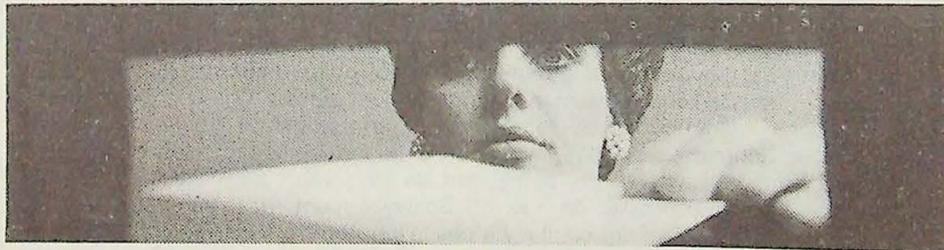
sondage Harris-France qui vote PSU-extrême gauche ?

Un électeur sur deux est ouvrier. Trop peu de femmes. Guère de personnes âgées. Surtout des moins de trente ans. Et un certain ton libertaire.

Au hasard des sondages, on retrouve régulièrement un électorat PSU-extrême gauche représentant de 3 à 4 % du corps électoral, soit environ 1 000 000 d'électeurs. Ce million, apparemment, n'intéresse guère les analystes politiques et les commentateurs. Une récente étude publiée par *Le Matin* nous laisse sur notre faim. Le premier article publié par ce quotidien (26 sept.) mettait en évidence les comportements électoraux en France : la lecture du sondage montrait l'originalité de notre électorat. Un nouveau sondage du *Matin* - Harris France (1) nous fournit une image plus précise de cet électorat.

Un électorat populaire

Près d'un électeur sur deux du PSU-extrême gauche sont des ouvriers, soit presque autant que pour le PCF (47 %).



trop peu de femmes

Par rapport à la structuration sociale du pays (28,45 % d'ouvriers) c'est une catégorie sur-représentée. Il en est de même des « cadres supérieurs professions libérales et commerçants », qui représentent 25 % de nos électeurs (15,5 % de la population française). Cela traduit la radicalisation d'une frange des cadres. Notons la sous-représentation des agriculteurs et des inactifs, c'est-à-dire pour l'INSEE les femmes au foyer, et les personnes âgées. Le taux de syndicalisation élevé (36 % de syndiqués contre 35 % pour le PCF et 27 % pour le PS), montre que l'électorat du PSU se recrute dans les catégories de travailleurs les plus conscientes. Enfin, c'est un électorat urbain, se recrutant surtout dans les villes de 20 000 à 100 000 habitants (Saint-Lô, Louviers, Morlaix, par exemple) et l'agglomération parisienne. No-

tons d'ailleurs que cela correspond bien à l'implantation du PSU (villes moyennes, région parisienne, faiblesse dans les zones rurales). Le PCF et le PS, implantés partout, subissent beaucoup moins cette « urbanisation » de leur électorat.

	PSU	FRANCE
Agriculteurs	4 %	9 %
Cadres supérieurs, professions libérales, commerçants	25 %	15,5 %
cadres moyens	8 %	20 %
employés	11 %	
ouvriers	43 %	28,5 %
inactifs	9 %	27 %

agglomérations	PSU-extr. gauche	FRANCE
— de 2 000 habitants	11 %	28 %
2 000 à 20 000	8 %	15 %
20 000 à 100 000	23 %	13 %
Plus de 100 000	28 %	28 %
Agglomération parisienne	30 %	16 %

Cet électorat populaire est profondément anticapitaliste : 70 % des électeurs du PSU-extrême gauche estiment que les nationalisations joueraient un rôle positif

pour résoudre la crise économique (par comparaison, les chiffres correspondants s'établissent comme suit : PC : 71 % ; PS : 53 % ; écologistes : 46 %) ; 85 % sont favorables à l'impôt sur le capital (PC : 69 % ; PS : 65 % ; écologistes : 66 %) ; 55 % estiment qu'« un ouvrier français est plus proche d'un ouvrier étranger que d'un cadre français » (PC : 55 % ; PS : 47 % ; écologistes : 54 %) ; enfin 83 % estiment que « la classe ouvrière doit avoir un rôle d'avant-garde dans la transformation de la société française » (PC : 89 % ; PS : 73 % ; écologistes : 65 %).

Force est donc de souligner que l'électorat du PSU, tant par sa composition que par son souci de la transformation sociale a « un comportement de classe » fortement prononcé. En ce sens, il se rapproche de celui du PC mais est assez éloigné de celui du PS ou des écologistes (sans parler du MRG). Ce qui l'en distingue radicalement pourtant ? Son caractère libertaire.

Un électorat libertaire

Les électeurs du PSU-extrême gauche sont soucieux des libertés : 79 % d'entre eux estiment très grave et 11 % assez grave la suppression (éventuelle) du droit de grève. (Les chiffres respectifs sont pour le PCF : 73 % et 15 %, pour le PS : 62 % et 25 %, pour les écologistes : 66 % et 23 %). A l'alternative « je suis partisan de la liberté la plus totale » ou « je suis partisan de l'autorité et de la discipline la plus stricte », 66 % des électeurs PSU-extrême gauche choisissent le premier terme, 4 % le second et 30 % une position moyenne (PCF : 39 %, 13 % et 47 % ; PS : 29 %, 14 % et 56 %, écologistes : 37 %, 11 % et 52 %). La droite, elle, ne considère guère le droit de grève comme une liberté fondamentale : 28 % des électeurs du PR, 35 % du RPR jugent sa suppression très grave.

La lutte contre la hiérarchie est au cœur de ses préoccupations. A l'alternative : « il faut conserver une assez grande inégalité du revenu, car cela crée une émulation » ou « il faudrait donner le même revenu à chacun, quels que soient son métier ou ses aptitudes », 68 % des électeurs PSU-extrême gauche sont partisans de l'égalité, 6 % de l'inégalité et 26 % ont une position moyenne (PC : 25 %, 17 % et 57 % ; PS : 19 %, 19 % et 60 % ; écologistes : 16 %, 22 % et 59 %). Les électeurs de droite, eux, sont favorables au maintien d'une assez grande inégalité.

Libertaire, l'électorat PSU-extrême gauche l'est aussi en ce qui concerne les mœurs. A la question : « Le maintien de la famille telle qu'elle a toujours existé est une des choses les plus importantes pour notre société », 28 % ne sont pas d'accord du tout et 21 % plutôt pas d'accord (PC : 3 % et 11 %, PS : 3 % et 9 %, écologistes : 14 % et 25 %). Enfin, à la



un électorat populaire

question : « Une fille doit pouvoir prendre la pilule avant sa majorité », 62 % sont tout à fait d'accord et 19 % plutôt d'accord (PC : 34 % et 25 %, PS : 25 % et 27 %, écologistes : 30 % et 38 %).

Un électorat profondément à gauche

60 % des électeurs PSU-extrême gauche sont « partisans d'une transformation révolutionnaire de la société » (PC : 46 %, PS : 19 %, écologistes : 27 %). Ils se situent clairement à gauche, 32 % à l'extrême gauche, 36 % à gauche, 32 % au centre gauche (PC : 6 %, 56 % et 32 %, PS : 1 %, 15 % et 61 %). Enfin, ils sont politisés : 77 % manifestent un intérêt pour la politique.

Ajoutons que c'est un électorat discipliné, qui traite de la même manière PC et PS. En effet, au second tour, 81 % de ces électeurs reportent leurs voix sur le candidat du PC, en cas de duel PC-majorité, et 85 % sur le PS en cas de duel PS-majorité. Cette discipline est identique à celle des électeurs du PC (taux de report 88 % en cas de duel PS-majorité) et très supérieure à celle des électeurs du PS (taux de report 60 % en cas de duel PC-majorité).

Quelques éléments d'explication

D'autres éléments du sondage expliquent cette grande radicalisation de l'électorat PSU-extrême gauche. D'abord son détachement par rapport à la religion. En effet, un électeur sur deux s'affirme sans religion (PC : 33 %, PS : 18 %). On sait que, de manière générale, il y a un lien entre la pratique religieuse et le conservatisme. C'est ainsi que 48 % des électeurs du PR et 46 % des électeurs du RPR sont catholiques pratiquants, et 4 % seulement sans religion.

Tableau 3

répartition par religion de l'électorat PSU-extrême gauche

catholiques pratiquants réguliers	2 %
catholiques pratiquants occasionnels	13 %
catholiques non-pratiquants	36 %
Autres religions	2 %
sans religion	47 %

Ensuite, l'électorat PSU-extrême gauche est très jeune : 77 % ont moins de 34 ans. Les sondages montrent le lien entre l'âge et le conservatisme. Par exemple, 26 % des électeurs PR ont moins de 34 ans et 31 % de ceux du RPR. A l'inverse, 50 % des électeurs PR et 41 % de ceux du RPR ont plus de 50 ans, (12 % de ceux du PSU-extrême gauche).

Tableau 4

répartition par âge

	PSU extr. gauche	PC	PS	France
18 - 34 ans	77 %	54 %	41 %	35 %
35 - 49 ans	11 %	26 %	22 %	25 %
50 ans et plus	12 %	30 %	37 %	40 %

Enfin, et c'est le troisième élément, cet électorat est fortement masculin (62 % d'hommes, 38 % de femmes), plus que celui du PC (51 % d'hommes) et du PS (54 % d'hommes). On sait là encore que les femmes, par leur place dans la famille et leur rôle social, ont tendance à voter plus à droite que les hommes. Elles constituent 58 % des électeurs du PR. Paradoxe d'ailleurs puisque plus on va vers la gauche, plus il y a de femmes dans les partis (20 % des adhérents du PS, 30 % du PC, 35 % du PSU-extrême gauche) et moins on en retrouve dans l'électorat. C'est dire l'importance stratégique du Mouvement des femmes pour la transformation de notre société.

Au terme de ce voyage dans les sondages, il faut souligner la concordance assez étroite entre les aspirations de cet électorat — un socialisme démocratique et libertaire — et le projet politique du PSU.

Pascal GOLLET ■

* Le sondage retient la catégorie PSU-extrême gauche. En s'appuyant sur les diverses consultations électorales depuis 1973, on peut estimer que le PSU représente les deux tiers de ces électeurs.

(1) Le Matin et Harris France nous ont autorisé à faire état d'un sondage non publié. Nous les en remercions. Rappelons que ce sondage de l'institut Harris-France réalisé pour Le Matin a été effectué du 7 au 20 septembre 1977 auprès d'un échantillon

national représentatif de 3037 personnes.

(2) Une étude plus approfondie sera publiée dans Critique Socialiste, revue théorique du PSU.

justice

Attentat au syndicat de la magistrature

Le syndicat de la magistrature a été victime, le 25 octobre, d'un attentat contre son siège. Bombe de type artisanal. Mais dégâts importants (porte d'entrée arrachée, vitres de la cage d'escalier soufflées sur trois étages...). Sur les lieux de l'attentat (qui n'a pas été revendiqué), des messages avec cette inscription : « Baader-Croissant, assassins ; syndicat de la magistrature complice ». A la suite de cet attentat, le syndicat :

— Précise qu'en l'état, il ne dispose pas d'éléments qui permettent d'identifier avec certitude ses auteurs.

— Constate toutefois que cet attentat intervient à la suite de plusieurs prises de position du syndicat qui dénoncent les atteintes aux libertés en Allemagne, et les risques d'une telle politique en France.

— Souligne que cet attentat est une conséquence inquiétante de la campagne d'opinion qui assimile de plus en plus fréquemment aux auteurs d'actes de violence ceux qui considèrent que, dans toutes les hypothèses, les droits de la défense et les libertés doivent être respectés.

— Rappelle que le syndicat de la magistrature n'est d'ailleurs ni le seul ni le premier visé : que de nombreuses organisations qui défendent les libertés ont récemment fait l'objet de pareils attaques.

livre

Drôle de zigue !

Dans *Le Grand zigue*, Pierre Jalée, un homme que nous connaissons pour la rigueur de ses analyses du système capitaliste et de l'impérialisme, se laisse aller. Il se laisse aller avec humour, poésie et tendresse à une drôle de révolution : celle de tout un peuple réveillé, grandi, rassemblé derrière un phénomène qui s'appelle le grand zigue. Le grand zigue est à la fois semblable et différent du peuple : immense à volonté, invisible, il tient en haleine et en échec les sept polices de l'Etat. Un mouvement populaire se crée autour de lui et conduit aux grands soirs de l'autogestion, où la société du fric et du profit rapetisse, où les bourgeois se terrent et finissent dans des cellules envahies de millions de rats. Plaidoyer pour la subversion douce, pour la pureté (grand zigue a comme lieutenant une petite fille de dix ans), ce livre fait rêver à des jours meilleurs ; à un rassemblement de tous pour le pouvoir commun. Une fable politique, parue aux éditions Lattès, à lire aux heures où nous pourrions oublier que l'espoir est aussi une arme du combat.

le grand bluff sur l'emploi des jeunes

« Tout ce qu'on fait pour nos jeunes chômeurs ! » pavoisent Barre-Beullac-Ceyrac. Trois fameux illusionnistes, experts en « trucs » statistiques. Et si on vendait la mèche ?

Au conseil des ministres de la semaine dernière, le ministre du Travail, Christian Beullac, rappelait « les mesures prises par le gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes ». Il dressait un bilan très autosatisfaisant de son action et de celle du patronat, en s'appuyant sur une légère baisse des statistiques de chômeurs enregistrée en septembre.

Ces résultats ne correspondent pas à une véritable baisse du chômage mais à la politique de camouflage du chômage menée par les pouvoirs publics. Politique dénoncée par les syndicats CGT et CFDT ; en particulier ceux du Puy-de-Dôme qui ont fait grève au mois de septembre pour mettre en cause le trucage des statistiques, les contrôles arbitraires des demandeurs d'emploi (renforcés par un décret paru vendredi dernier), le chantage au retour des travailleurs immigrés et les mesures pour l'emploi des jeunes aboutissant à des « stages parking » sans aucune garantie.

D'ici à la fin de l'année, le nombre des

chômeurs atteindra 1 500 000. Mais Barre et Beullac veulent camoufler. Relayés par les patrons (les chambres de commerce et d'industrie en particulier), ils ont promulgué une série de mesures pour l'emploi des jeunes valables jusqu'en 1978. Regardons-y de plus près.

Main-d'œuvre gratuite, jeune, docile

La première mesure prévoit l'exonération des charges sociales pour les employeurs qui embauchent des jeunes de 16 à 25 ans et des apprentis. Qui en profite ? Qui va payer ? La Sécurité sociale (à raison de 700 F par salarié chaque mois pour un salaire de 2 000 F). Cette nouvelle aide financière aux entreprises ne donne pas de garantie d'embauche définitive et conduira à une croissance du nombre des contrats à durée déterminée. Dans de nombreux cas, il s'agira d'entreprises qui, de toute façon,

auraient embauché. De plus, les effectifs s'appréciant par établissement, rien n'empêche une entreprise de licencier dans une usine tout en embauchant des jeunes avec exonération dans une autre.

La seconde mesure organise des stages pratiques dans les entreprises, rémunérés par l'Etat à raison de 410 F pour les moins de dix-huit ans, ou à 90 % du SMIC par mois pour les stagiaires (pour les plus de dix-huit ans). Il s'agit, là encore, d'une aide financière au patronat et de la mise à leur disposition d'une main-d'œuvre gratuite. En effet, il n'y a pas de contrat de travail, ni de garantie de l'emploi à la fin du stage. Par ailleurs la qualité de la formation est invérifiable et les jeunes ne bénéficieront d'aucune indemnité de chômage à l'issue du stage.

La troisième mesure met sur pied des stages de formation sans contrat de travail. On dégonfle ainsi les statistiques de chômage, sans que la situation du stagiaire à l'issue du stage soit prévue. D'autres décisions comme l'apprentissage (créé il y a trois siècles), le contrat emploi-formation (en 1973) et les stages de « mise à niveau » ont déjà fait leurs preuves ; aucune garantie d'embauche à la fin du stage ne les accompagne. Elles conduisent l'employeur à trier sur le volet une main-d'œuvre docile, à bénéficier d'une période d'essai gratuite. La progression des contrats d'apprentissage accélère la mise en place d'une formation au rabais.

Sus à l'étranger

Mais le fin du fin est atteint avec « l'aide » au retour des immigrés. Cette disposition, qui a été appliquée avec une certaine efficacité dans la sidérurgie lorraine, laissait espérer au secrétariat d'Etat à l'emploi que 10 000 immigrés seraient intéressés. Elle relève d'une philosophie gouvernementale aussi sommaire que raciste : il ne devrait pas y avoir de problème dans un pays où il y a un million et demi de chômeurs et deux millions d'étrangers. Les mesures Stoléro (cf TS n° 758) devaient renchérir sur cette politique. Le Conseil d'Etat vient de casser le projet de décret du secrétaire d'Etat. On ne peut que s'en réjouir.

Mise en scène

Les syndicats CGT et CFDT de l'ANPE ont critiqué toutes ces mesures. Ils précisent aussi que toute l'opération « emploi pour les jeunes » est une mise en scène qui leur a occasionné un surcroît de travail alors que les effectifs de l'ANPE sont nettement insuffisants. Un exemple de ce bluff ? L'équipement des bureaux de poste des chefs lieux de canton en panneaux d'offres d'emploi. Dans trois départements, les résultats parlent d'eux-mêmes : 600 offres d'emploi affichées dans 210 bureaux de poste, 260 appels téléphoniques de demandeurs d'emploi, 90 mises en relation et... 19 placements !

Beaucoup plus grave est la circulaire de la direction de l'ANPE sur le bilan à trois mois. Il s'agirait de faire « une étude approfondie de la demande et des diffi-

file d'attente à l'ANPE



photo D. Maillac

cultés pour la satisfaction... le demandeur sera incité à consulter d'autres services, assistants socialistes, etc. » La CGT et la CFDT décrivent cette circulaire et son rôle :

« On convoque le demandeur d'emploi pour un entretien professionnel qui n'est en fait qu'un entretien de contrôle : le demandeur d'emploi est radié, s'il ne vient pas ; il reviendra d'où réinscription, etc.

N'est-ce-pas encore un prétexte pour inciter le demandeur d'emploi à accepter n'importe quel emploi, d'où déqualification (c'est illégal) ? Cette opération coïncide avec les déclarations de M. le Pre-

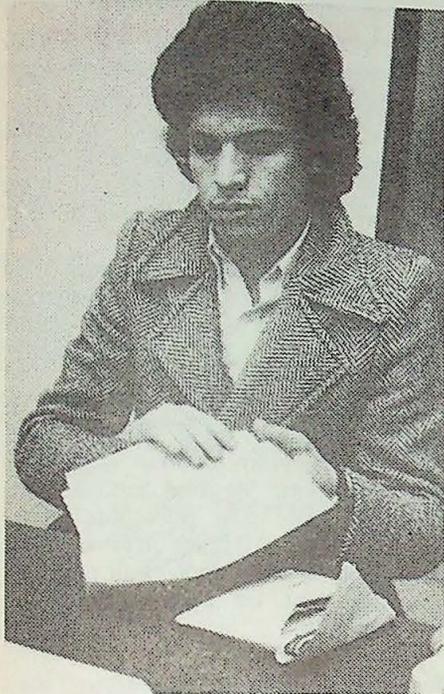


photo DR

dans le bureau d'une ASSEDIC

mier ministre à Colmar, le 23 août 1977 : « Les jeunes doivent aller vers des emplois qu'ils souhaitent, si telle est leur position, je l'accepte mais qu'ils ne se présentent pas comme demandeurs d'emploi. » L'objectif final est bien de « dégraisser » les statistiques. Cette mesure aboutit à présenter de nombreux demandeurs d'emploi comme « cas sociaux » : explication démagogique du chômage. Elle se traduit par une surcharge de travail que les effectifs actuels et prévus ne pourront assumer. En effet les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de trois mois constituent plus de la moitié de l'ensemble. »

Baissez les armes !

Si on ajoute à tout cela, la « ligne prioritaire emploi » expérimentée à Vichy (accueil renforcé des demandeurs d'emploi, information sur les garanties sociales, radiation en cas de non présentation à un entretien avec un prospecteur-placier), le recrutement par l'Etat de 20 000 vacataires (pour 120 heures par mois à un salaire dérisoire) et le renforcement récent du corps des contrôleurs pour repérer les « faux chômeurs », on comprend que la chasse aux chômeurs est commencée. Le gibier est important. Il s'agit de faire des cartons sur les statistiques. Les armes sont mises dans

les mains des employés de l'ANPE. Beaucoup refuseront, avec la CGT et la CFDT, de s'en servir.

Yves SPARFEL ■

Crise du fric et fric de la crise

« Un politicien anglais du XIX^e siècle disait qu'il y a plus d'hommes qui sont devenus fous en étudiant les problèmes monétaires qu'il n'y en a qui sont devenus fous par amour. » Ainsi débute le petit livre (110 pages) que vient de réaliser la Fédération de la banque CFDT.

En effet, chacun d'entre nous a une connaissance palpable du fric, de la monnaie. Mais que savons-nous des institutions, des circuits, des hommes et des principes qui le régissent ? Que savons-nous de son rôle dans l'inflation, la récession, les politiques économiques, la crise ?

Le fric, c'est politique

Pour répondre à ces questions qui sont celles de beaucoup de militants CFDT, la fédé de la banque a fait ce livre. A la fois manuel (il définit, dans un premier chapitre, l'histoire du fric, dans un deuxième, son rôle actuel grâce aux banques) et essai politique (il situe, dans le troisième et quatrième chapitre, la nature de l'inflation et de la crise internationale du capitalisme), il atteint son but : montrer que tout est profondément politique, que le système monétaire n'est pas affaire de technique, qu'il n'y a pas « la crise », mais une certaine manière d'exploiter les travailleurs ; qu'il n'y a pas « inflation », mais une certaine manière de s'attaquer au pouvoir d'achat. Pour chaque notion, liée au rôle de la monnaie et des banques, la CFDT fait là œuvre de débroussaillage, en même temps qu'elle montre les conséquences d'une certaine politique dans la vie quotidienne de chacun.

Les conclusions de tout cela sont évidentes et liées à la perspective d'un



changement en 1978 : renversement du capitalisme, socialisation des entreprises à commencer par les banques, gestion de ces établissements par les travailleurs eux-mêmes. La Fédération de la CFDT ajoute un avertissement à ceux qui affirment vouloir changer la société tout en continuant d'obéir aux lois du capitalisme : « Il n'y a pas de moyen terme possible : satisfaire nos revendications et empêcher concrètement l'inflation, ce sera atteindre gravement le capitalisme.

Ne pas vouloir le supprimer, créerait une situation intenable. D'autant moins tenable que l'adversaire, grièvement blessé, conservera encore des capacités de réaction : refus de vendre, stocks spéculatifs, fermetures, grèves de l'investissement. »

Une attitude patronale, à laquelle beaucoup de militants se trouvent déjà confrontés. Alors il faut lire ce livre, pour mieux la comprendre. ■

Grève de la faim à la maison des sciences de l'homme

Du lundi 17 au vendredi 21 octobre un collectif de chercheurs a occupé jour et nuit le hall de la Maison des sciences de l'Homme, et poursuivi une grève de la faim qui a suscité le soutien des organisations syndicales et des partis de gauche, ainsi que de l'ensemble des travailleurs de la recherche et d'un certain nombre de directeurs de laboratoire.

Pendant cinq jours des assemblées générales groupant 300 personnes, à midi, et des forums de discussion sur les conditions de la recherche, tous les soirs, se tiennent à la MSH.

L'origine de cette action ? Dans la recherche publique, il existe 13 000 « hors statut », recrutés depuis plusieurs années sur une politique de contrats de recherche à courte durée. Un plan d'intégration, promis en 1975 par l'Etat, a limité progressivement le bénéfice de l'intégration dans les organismes scientifiques à un nombre de plus en plus restreint de ces chercheurs.

En avril 1977, une « lettre » signée Boulin émanant des Finances, prétend exclure de l'intégration tout chercheur employé par les associations « loi de 1901 », créées précisément par les laboratoires de recherche pour gérer ces contrats. Sont purement et simplement jetés sur le pavé, sur des critères exclusivement administratifs, et non scientifiques, des milliers de vacataires et hors statuts intégrables.

L'émotion suscitée par cette grève de la faim remporte déjà un premier succès : la circulaire Boulin est supprimée. Mais les questions qui ont été soulevées à cette occasion sont plus fondamentales qu'une simple défense de l'emploi :

- Mise en cause de la politique de recherche sur contrat qui pousse à une recherche appliquée à court terme et entraîne à la privatisation de la recherche, vouée à la « rentabilité » ;
- Prédominance abusive des critères financiers sur les critères scientifiques dans l'orientation de la recherche ;
- Création d'un volant de chercheurs réduits à la situation instable de main-d'œuvre temporaire ;

Le collectif de cette grève de la faim, les chercheurs et techniciens qui ont manifesté leur solidarité souhaitent que ce mouvement prenne encore de l'ampleur. Ils ont en projet la rédaction collective d'un « Livre Noir de la Recherche », partant de témoignages précis sur les conditions de la recherche dans les laboratoires. ■



photo D. Marillac

à Malville l'été dernier

nucléaire

sois franc, François !

Le PS révisé ses positions pro-nucléaires.
C'est un premier pas. Oui, mais...

On n'est décidément jamais content. On se bat comme des diables contre le nucléaire. On réclame à cor et à cri un moratoire. Et quand Mitterrand le 19 octobre, nous en promet un de dix-huit à vingt-quatre mois, on rouspète encore et on lui dit : « C'est pas celui-là qu'on veut ! » On est difficile, mais faut quand même dire...

Deux ou trois ans ?

Faut dire tout d'abord que ce moratoire n'a pas pour but le choix du mode de production d'énergie. Son but officiel n'est-il pas de définir « une nouvelle politique nucléaire » ? Vous pourrez donc choisir n'importe quel type d'énergie à condition qu'elle soit nucléaire.

Faut dire, aussi, qu'en vingt-quatre mois, on n'a pas le temps de faire grand chose, surtout en ce qui concerne les problèmes du retraitement des déchets. La CFDT réclame, elle, un moratoire de trois ans, rien que pour l'amélioration des conditions de travail à La Hague, sans présumer du fonctionnement de l'usine de retraitement.

Faut dire, surtout, que les déclarations de Mitterrand traduisent plus sans doute une nécessité administrative et technique qu'elle ne reflètent un véritable virage.

En effet, les tranches nucléaires sont commandées de façon groupée, par contrats-programmes. En l'état actuel des choses le rythme de construction peut être maintenu sans nouvelles commandes dans les deux années à venir. Qui plus est, il n'est qu'à regarder le retard que prennent les belles réalisations d'EDF (Fessenheim et Bugey par exemple), pour se rendre compte que l'industrie nucléaire ne tient pas le rythme. Un délai supplémentaire réel de deux ans serait donc le meilleur intérêt pour tous les Framatome, Alsthom et autres apprentis sorciers nucléaires.

Quoi qu'il en soit, bidon ou pas, ce moratoire sur l'électro-nucléaire engendre des réactions électoro-mécaniques. La rupture à gauche a déjà ébranlé une frange de gens qui, au lieu de voter « écologiste » au premier tour et « PS » au second, voteront « utile » — c'est-à-dire PS —, d'entrée de jeu. Les déclarations de Mitterrand auront au moins comme effet d'élargir cette frange.

Pour ne pas « faire semblant »

Pourtant, en dehors des manœuvres électorales, un moratoire peut avoir un sens. Tout dépend de son contenu, et par conséquent de sa durée. Arrêter la

commande de nouvelles tranches ne sert à rien si l'on n'arrête pas l'investissement dans le secteur industriel intéressé par l'électro-nucléaire. De la même manière, si l'on a la volonté d'élaborer une alternative énergétique, on s'en donne les moyens en développant les recherches sur les énergies nouvelles et sur les économies d'énergie. Tant que l'on n'aura pas lancé un programme de reconversion industrielle, décentralisateur, tout moratoire sera truqué, car la mise en œuvre d'un programme alternatif est sans cela impossible.

Michel MARTIN ■

Allo, Michel Grandjean

Michel Grandjean, vous vous souvenez ? C'est ce gars qui a eu la jambe arrachée par une grenade à Malville. Après avoir « fait la une » de l'été, il est retourné à l'anonymat. Avec la douleur en plus et la colère.

Il n'a aucun recours. L'armée n'est jamais coupable de blessures volontaires ou pire. Il est impossible de porter plainte contre l'armée. C'est invraisemblable, mais c'est comme ça.

Cela n'entame en rien la volonté de Michel Grandjean de se faire entendre, de se battre, pour lui mais aussi pour Michalon, pour Manfred Schulte, pour qu'on n'oublie pas, pour que ça ne recommence pas. Il lance un appel public pour soutenir (ou imposer) un projet de loi interdisant les grenades dans les manifestations.

« Ça peut paraître naïf, de vouloir demander à l'Etat de se désarmer ; mais il est criminel, à mon avis, d'accepter, sans se battre, que l'Etat utilise des moyens de plus en plus meurtriers pour nous faire taire » écrit Michel. « J'ai envie de dire : ce n'est qu'un début. Parce

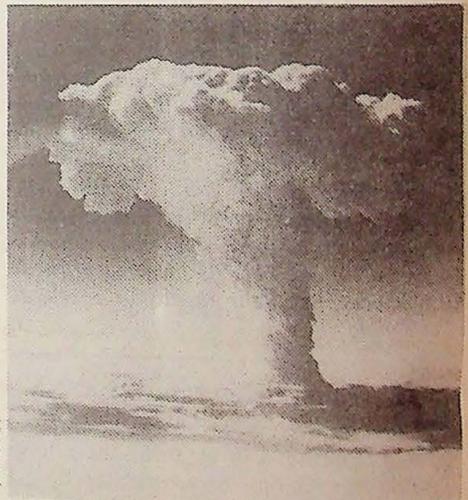


photo AFP

que quand même, on ne peut pas laisser passer un truc pareil. Même si on n'a pas bien, au départ, d'idées sur ce qu'il faut faire. »

Il faut l'aider. Ecrivez-lui pour l'appel, pour discuter aussi ; ou allez le voir. Ça fait aussi partie de la lutte contre le nucléaire. Michel GRANDJEAN, « La Châtaigneraie » - Savas-Mepin 38 440 - St-Jean-de-Bournay.

M.F.C. ■

contre l'unité

« Le peuple uni est invincible » — Reste à savoir qui est « le peuple », pour quel projet il s'unit. L'URSS, le PC lorsqu'il est hégémonique, nous prouvent que sans vigilance, l'organisation, moyen de l'unité engendre de nouveaux maîtres.

L'appel à l'unité n'est-il pas d'abord le fait des dominants ? Qui cherche à nier que la société soit coupée en deux par une barrière de classe, sinon la droite ? Qui va jusqu'à inventer, vois susciter un danger extérieur, guerre ou crise, pour *ré-unir* tous les français en vue du « salut public » ?

Il a fallu les millions de morts du Goulag pour mettre en évidence qu'avec l'unité du parti unique disparaissaient les libertés.

Refusant cet acquis, il nous faudrait, nous PSU, continuer à crier « Unité ! Unité ! » sans y regarder d'un peu plus près. Il nous faudrait courir un jour à l'unité avec le PS et trois ans plus tard avec le PC. Et, si la ruse est trop grossière, apparaît comme servant trop ouvertement quelques technocrates derrière Rocard ou quelques bureaucrates en mal de centralisme, nous n'aurions plus comme seule solution qu'à suivre le conseil d'une poignée d'anonymes (dans P.H.) et faire l'unité avec... le CERES ! L'on nous dit que l'unité d'appareils n'exclut pas l'unité à la base, mais, même là, il faudrait, sans plus ample analyse, unir des écologistes que l'on espère de gauche avec des militants d'extrême gauche que l'on espère autogestionnaires ?

L'unité a toujours permis que les révolutions soient confisquées, car elle cachait dans son sein la nouvelle classe dominante.

Aujourd'hui ceux qui n'ont pas les yeux fermés par la volonté du pouvoir, reconnaissent un double danger que la CFDT nomme danger technocratique et danger bureaucratique. Il faut aller plus loin et reconnaître que s'il y a danger : les hommes qui en sont porteurs sont déjà parmi nous, avec leur organisation et leur projet.

Le projet du « socialisme étatique » ou danger des bureaucrates

Pour nous, il se concrétise dans le

PCF : une organisation politique affichant pour but la prise du pouvoir, la défense politique des intérêts du « Peuple de France ». Mais « avant-garde » des masses, il tend inexorablement en fait à défendre les intérêts de l'avant-garde. L'appareil est au service de l'appareil. Tant qu'il n'est pas au gouvernement, il doit pour vivre ne pas se couper de l'ensemble des travailleurs ; il présente alors un caractère nécessairement ambigu ; il est obligé de défendre les intérêts des masses, à sa manière, en même temps qu'il défend ses intérêts propres. Mais une fois au pouvoir, seul au pouvoir, disposant de l'appareil répressif d'Etat, il ne peut que devenir totalitaire, il engendre une nouvelle classe dominante.

Le projet de « socialisme autogestionnaire » ou danger technocratique

C'est le projet de la classe économiquement avancée, celui défendu en particulier par son organisation politique, le PS. Cette classe « compétente », portée en avant par le développement technologique (électronique, informatique, gestion, nucléaire) tient sa force non de la propriété des moyens matériels de production, mais bien de la propriété des moyens *intellectuels* de production et d'organisation : le savoir et l'information. Cette possession lui assure « naturellement » le pouvoir de décision qui ne lui est pas spontanément contesté puisqu'elle apparaît comme « compétente », apte à décider. Son projet est socialiste car non-capitaliste, et autogestionnaire car, sans la bourgeoisie l'ensemble des salariés aura tendance à se décharger sur elle de toutes les tâches de *gestion*.

Nous vivons un tournant historique important ; l'Union de la Gauche semble mettre l'existence même du capitalisme en question ; aussi nous est-il presque insupportable, à nous qui sommes révolutionnaires et autogestionnaires, de n'y pas participer.

Mais ne nous y trompons pas, en refusant de participer au concert des grands appareils, nous ne faisons que refuser de participer à la course au pouvoir, nous ne refusons que quelques miettes que l'on nous abandonnerait. En revanche, en disant clairement « non » au PC, « non » au PS, nous abandonnons

un pouvoir qui ne sera probablement qu'une gestion nouvelle du capital, et nous avons alors les mains libres pour participer pleinement à la lutte des exploités.

Le communisme autogestionnaire

Nous ne sommes pas seuls à refuser de détruire une domination pour laisser une autre s'installer. Au contraire nous nous plaçons alors dans ce qui bouge le plus profondément, la CFDT et les divers mouvements anti-exploitations, tous ceux qui ont déjà, sans ambiguïtés, refusé l'Union de la gauche, tranché... contre l'unité.

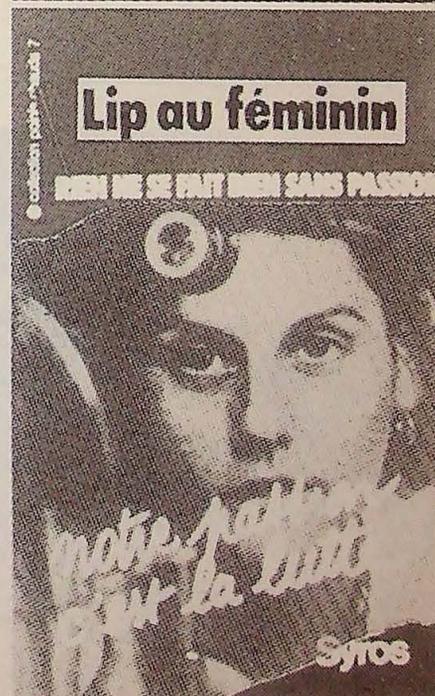
Mais il ne suffit pas d'infléchir un peu la ligne du parti, il ne suffit plus d'une pincée supplémentaire d'autogestion et d'une réunion de moins avec le PC. Il faut choisir, trancher et *changer*. On ne met pas du vin nouveau dans de vieilles outres. Un parti résolument anti-exploitations, autogestionnaire, ne peut pas fonctionner comme un parti qui joue sur les deux tableaux. Pour discuter avec les appareils, il faut un appareil.

Quant à nous, nous œuvrons depuis maintenant trois ans à élaborer peu à peu une théorie et une pratique interne et externe qui assure la convergence des luttes des diverses catégories et classes exploitées sans engendrer un nouvel appareil de domination.

Il faut construire le communisme autogestionnaire.

J. LE MENESTREL ■

Vient de paraître
aux éditions Syros
dans la collection
« Points chauds »
Lip au féminin
18 F



Afrique du Sud : la paranoïa blanche

Avec l'aggravation des mesures répressives prises par Vorster un Sud-Africain blanc est-il d'autant plus intelligent qu'il se prépare à plier bagage ?

En décidant d'interdire les deux plus grands journaux écrits et lus par des Noirs, le *World* et le *Week-end World*, en mettant hors-la-loi dix-huit organisations qui se réclamaient du mouvement de la Conscience noire ou défendaient ses positions, le Parti nationaliste, qui gouverne à Pretoria depuis 1948, n'a réagi ni impulsivement ni aveuglement. Il a pris une décision froidement calculée dans le droit fil de la politique qu'il a toujours suivie.

Tant que l'agitation noire s'en prenait de façon désordonnée à quelques symboles de l'oppression que subit la communauté africaine, était contenue dans quelques villes-satellites isolés des centres européens et effrayait les adversaires de l'apartheid, sud-africains, blancs et occidentaux, elle était tolérable. A partir du moment où elle devient capable de s'organiser, jusqu'à par exemple bloquer le fonctionnement de la machine scolaire dans les townships ou exiger que la gestion de Soweto, la première ville d'Afrique du Sud, lui soit confiée, et où elle gagne l'audience des milieux libéraux blancs et des chancelleries occidentales, elle devient dangereuse. Car l'érection

d'un contre-pouvoir noir en zone blanche contrevient à la toute première règle du nationalisme afrikaner : interdire que les Noirs puissent se prévaloir du moindre droit en dehors de leur *homelands* (réserves). Voilà pour la logique qui a décidé ce train de mesures.

Quant au calcul auquel il obéit, il reste toujours le même : le Parti nationaliste est convaincu que son appareil de répression est capable d'anéantir toute guérilla et donc d'annihiler, pour quelques années encore, tout esprit de résistance dans la population noire.

Comme en 1960 ?

C'est donc à juste titre qu'on a pu établir une comparaison entre ces décisions récentes et l'interdiction décidée en 1960 à l'encontre de l'ANC (*African National Congress*) et du PAC (*Pan-Africanist Congress*). Le Parti nationaliste suppose que, les mêmes causes produisant les mêmes effets, il sortira de nouveau vainqueur d'une épreuve de force qu'il a voulue. Trois faits démontrent qu'aujourd'hui il croise le fer dans

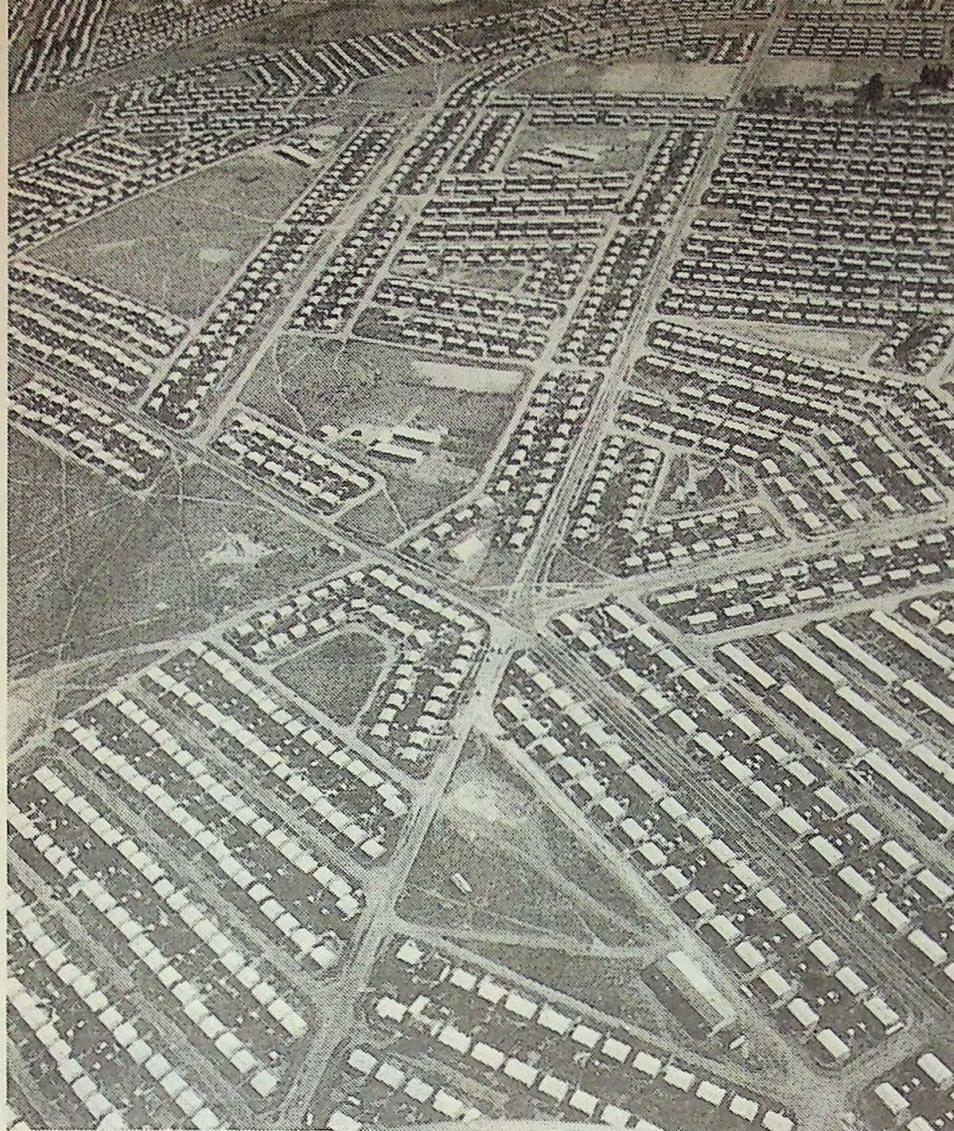
de bien plus mauvaises conditions qu'il y a quelques années.

La crise sud-africaine n'est pas seulement politique : elle est d'abord structurelle, c'est-à-dire que les rapports de production bloquent le développement des forces productives. La seule solution pour surmonter cette contradiction serait de substituer à la division en races, une division en classes et en Etats plus ou moins fédérés, beaucoup plus aisément contrôlables. Le Parti nationaliste s'y refuse parce que la classe moyenne blanche, essentiellement afrikaner, ne l'a pas porté au pouvoir pour qu'il mette en œuvre une politique dont elle serait la première à faire les frais. Toute évolution est donc bloquée. En conséquence, les capitaux étrangers, vitaux pour le développement économique du pays, refusent d'aller s'y investir : la menace de Washington de « revoir ses relations avec Pretoria » n'est pas une parole en l'air. Sans investissements extérieurs, l'armée de chômeurs ne peut que grossir, gonflant ainsi les bataillons des manifestants.

Le potentiel de contestation en Afrique du Sud est aujourd'hui sans commune mesure avec celui qui prévalait pendant la décennie 1950-1960. L'ANC possède une infrastructure extérieure suffisante pour préparer la lutte armée. Le choc de sa rencontre avec les militants de la Conscience noire qui fuient la répression devrait lui permettre de combler le fossé qui la sépare des réalités de l'Afrique du Sud d'aujourd'hui tandis, qu'en retour, les jeunes militants se familiariseront avec toute une série de concepts et d'expériences dont la censure sud-africaine les coupait. Car les interdictions décidées à Pretoria peuvent aboutir à une solution encore impensable au début de ce mois : un rapprochement, si ce n'est une fusion, de l'ANC et de la Conscience noire.

Michel TICHNIKOV ■





Soweto : pouvoir noir en zone blanche

Soweto : le plus grand bidonville de toute l'Afrique. Là, la situation des familles est catastrophique : la chambre de commerce de Johannesburg indiquait en avril dernier que le coût de la vie à Soweto avait augmenté de 14,5 % au cours des six derniers mois, de 30 % depuis mai 1976, de 107 % depuis mai 71 ! Le gouvernement sud-africain est le principal responsable de cette inflation, depuis le début de l'année, il a déjà fortement augmenté les tarifs du charbon (seul moyen de chauffage à Soweto), des transports en commun, qu'il contrôle, de la farine de maïs, élément de base pourtant de l'alimentation africaine. Enfin il augmente sans cesse les loyers des habitations qui toutes lui appartiennent. A cette inflation s'ajoute le chômage : 25 % de la population active noire est sans emploi en Afrique du Sud.

Une telle situation, on s'en doute, était intolérable et l'explosion inévitable. Elle a commencé le 16 juin 1976 par la manifestation de milliers d'étudiants qui protestent contre l'instauration de l'*afri-*

kaans, langue des colons d'origine hollandaise, comme langue principale de

l'enseignement. Aux manifestations pacifiques des lycéens et étudiants, le gouvernement sud-africain répond par la violence. Les armes ? Françaises. 600 Africains, dont certains âgés de dix ans sont morts alors par balles ou victimes des coups. Plusieurs dizaines de milliers étaient arrêtés.

Les manifestations d'hostilité vis-à-vis de l'apartheid ne s'arrêtent pas pour autant ; les organisations africaines cherchent à prendre le contrôle de la ville et à s'opposer au gouvernement. En avril 77, le gouvernement voulait augmenter de ... 80 % les loyers de Soweto. Diverses manifestations obligèrent le gouvernement à renoncer à ce projet. Jusqu'à ces derniers mois, la ville de Soweto était administrée par *L'Urban Bantu Council* ; à la tête de cet organisme ? Quelques Africains acquis au gouvernement de Vorster. Les habitants de Soweto l'avaient rebaptisé : *Useless Boys Club*, le « Club des Inutiles ». Au mois de juin 76 il doit démissionner sous la pression populaire ; les habitants de Soweto nomment à la tête de la ville un « Comité des dix » composé de représentants des différentes associations noires de la ville. Ce « comité des dix » a créé l'association civique de Soweto : des comités des quartiers dont sept ont déjà été élus. Le président de cette association, Motlana, la présente « comme une association de base destinée à préparer des élections municipales sur une base non ethnique ».

Par ailleurs la lutte contre l'éducation au rabais, dispensée spécialement pour les Africains, n'a pas cessé depuis juin 76. Le conseil représentatif des étudiants de Soweto, clandestin, a demandé aux professeurs noirs de démissionner. Le 7 septembre dernier ils obtenaient gain de cause : 700 professeurs de Soweto démissionnaient. La réaction des autorités sud-africaines ne devait pas tarder à se manifester. Le président du « comité des dix » est arrêté, et toutes les organisations de la « Conscience noire » qui en faisait partie sont interdites.

Bernard WANDRILLE ■

Renault-Argentine et militaires argentins

Le 13 octobre dernier, l'armée argentine a occupé l'usine de l'entreprise Ika Renault de Santa-Isabel Cordoba, filiale argentine de Renault, qui emploie 7 500 personnes et constitue l'une des plus importantes usines d'automobile d'Argentine.

Alors que l'inflation réduit de mois en mois le pouvoir d'achat des travailleurs (11,6 % en août, 8 % en septembre suivant les chiffres officiels !), la direction de Renault Argentine a accordé à son personnel 15 % d'augmentation (l'équivalent de six semaines d'inflation). Les ouvriers, malgré les terribles conditions de répression, se sont mis en grève et ont occupé l'usine le 12 et le 13 octobre. L'armée est aussitôt intervenue

La protection de l'armée a permis à la direction de Renault le licenciement immédiat de 130 ouvriers. Enfin, les militaires ont annoncé qu'en cas de prolongation du conflit, ils appliqueraient la loi de « sécurité industrielle » qui punit les faits de grève de peines d'emprisonnement de longue durée.

Cette grève intervenant dans la filiale étrangère d'une entreprise française nationalisée, rappelle qu'un point est souvent oublié dans le débat sur les nationalisations : celui de l'impérialisme français et des conditions d'exploitation que ces entreprises font supporter à leurs ouvriers avec l'aide des régimes militaires en place. ■

D'Ornano joue " L'Avare "

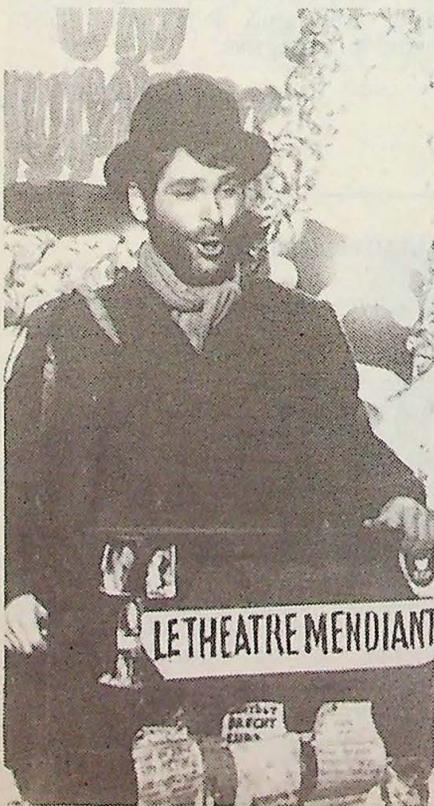
« Ils n'en mouraient pas tous,
Mais tous étaient frappés »

Le coup de barre : un nouveau coup porté au théâtre. D'Ornano, qui fait plus pour les planches bourgeoises de Deauville que pour les planches des théâtres populaires, va jouer « L'Avare »...

Les mesures ? réductions, suspensions des subventions aux maisons de la culture, centres dramatiques nationaux, théâtres, compagnies... ; taxations nouvelles par assujettissement à la T.V.A. des subventions (d'Etat ou municipales) ; suppression des dotations en matériels maintenant à la charge des entreprises culturelles. Conséquences dramatiques sur l'ensemble des activités de création, animation, diffusion.

De 14 maisons de la culture, usagers et équipes d'animation, sont montés à Paris, le 19 octobre (meeting à Chaillot, délégation au ministère des Affaires culturelles, envoi de cartes postales de soutien). En région parisienne, c'est la maison de la culture de Nanterre qui a, le

c'était au TEP, l'opéra de quat'sous...



15 octobre, donné le départ. Avec des « portes ouvertes » où chacun (représentant du Syndicat CGT des acteurs, président de la maison de la culture et P. Debauche) a souligné le mépris du pouvoir pour les animateurs. *Engagez donc, par économie, des bénévoles*, dit-on en haut lieu. Conseil aberrant : « *Nous sommes tous obligatoirement des professionnels, dit Debauche standardistes, machinistes, éclairagistes, hôtesse d'accueil, comédiens, metteurs en scène, directeur... Nos horaires sont très chargés... Et il faut remplir un « cahier des charges » qui nous est imposé (160 soirées, 6 créations par an). Cela est très lourd. Tout ce travail ne peut être fait par des bénévoles... De même, le choix de la programmation (effectué avec les représentants du public, le conseil d'administration de la maison) demande toute une réflexion sur la vie locale... Si, à Nanterre, nous avons pu monter, par exemple, « Valparaiso », c'est que la réalité chilienne était présente ; et « La Bécane » est née des problèmes de la papeterie implantée sur notre territoire* ».

Nanterre : un exemple parmi beaucoup d'autres bien sûr. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Françoise CLAIRE ■

Un théâtre pour parler

Année grise pour la création au théâtre ? En ouvrant la saison 77-78 du TEP, devant les animateurs de collectivités, Guy Rétoré s'interroge. De graves atteintes à la profession comme celles qui frappent la MJC-Théâtre des Deux Portes, le chômage qui touche gravement la profession, tout cela n'a rien de réjouissant. Et l'espoir n'est pas pour 1978.

Mais le TEP, responsable vis-à-vis de son public, ne désarme pas. Car le TEP est peut-être l'exemple d'une réussite quant à la fréquentation du public le plus large. Public populaire ? peut-être. Public du quotidien et de quartier ? Certainement. Et cela n'arrive pas par miracle. C'est bien parce qu'au TEP, la trilogie

fondamentale c'est le trio « public - équipe d'animation et de création - auteur ».

« *Notre préoccupation fondamentale, dit Guy Rétoré, consiste à essayer de traiter de certains problèmes de notre époque à travers le théâtre et, grâce à lui, de nous engager à une réflexion sur notre condition... L'originalité du théâtre n'est pas dans la représentation, mais dans la conversation qu'il provoque...* »

Plus loin que la simple représentation théâtrale ? Avec l'extension des ateliers de stage, c'est une véritable formation du public que le TEP entreprend afin que les spectateurs puissent accéder au théâtre de recherche, et qu'ils puissent jouer un rôle critique en suivant le travail de mise en scène, apportant aux créateurs des jugements plus utiles bien souvent que ceux de la critique patentée !

Le public du TEP pourra rencontrer les auteurs, afin de mieux comprendre leurs problèmes. Un spectacle auteurs-stagiaires est d'ailleurs prévu en fin d'année au Petit TEP.

Dernier objectif du TEP enfin : promouvoir un certain jeune théâtre que l'on dit « amateur ». Un projet que les militants du PSU doivent favoriser selon leurs possibilités.

Françoise CLAIRE ■

cinéma

Chinois, encore un effort

800 millions de Chinois... on connaît la chanson. René Vienet, qui est à la fois le fondateur du Centre de Recherches asiatiques de l'université de Paris VII et le directeur de la collection Bibliothèque asiatique, la connaît encore mieux. Possédant de très nombreux documents cinématographiques inédits, il avait commencé par réaliser un documentaire assez neutre sur Mao-Tse-Toung. Puis il s'est évertué à « détourner » le discours officiel de la Révolution chinoise : avec des gags dans l'esprit situationniste, des bandes d'actualité et d'opéra chinois, de la pub pour les fours auto-nettoyants et des scènes de karaté. Ça chaffuste le petit Livre rouge, dégomme les dogmes, déboulonne les statues. Ça pourrait se contenter d'être facile, drôle et de mauvaise foi : à la Quinzaine des réalisateurs de Cannes, le film a provoqué la polémique : On ne badine pas avec les ferveurs révolutionnaires chez nos intellectuels occidentaux !

Mais le film de Vienet n'est pas seulement une œuvrette sarcastique à l'usage des petits bourgeois allergiques au culte de Mao et à l'épopée historique. Il défend une thèse, l'idée que les luttes idéologiques en Chine ne sont en définitive que l'expression de rivalités entre fractions aspirant au pouvoir dans lesquelles le peuple à fort peu à voir.

Une idée assez d'actualité et qui paraît moins impertinente aujourd'hui qu'il y a quelques années, non ? ■

la raison des plus fous

Des débilitez, il y en a à la pelle dans cette télé-Guignol. Et puis un soir, comme ça, les « vrais » fous renversent la perspective...

Chargée, la semaine-télé. L'affaire Schleyer-Baader a fait pisser les antennes. Une image, en passant : Poivre d'Arvor, présentateur du journal du soir sur l'A 2, laissant le commissaire Bouvier (patron de la PJ) lire en direct une dépêche de l'AFP « prouvant » qu'il n'y a pas eu de bisbille entre les polices allemandes et françaises, et l'autorisant à conclure de lui-même que « cela mettait fin à la controverse » sans même intervenir à son tour. C'était qui le journaliste ? On était entre confrères ?

Et puis le plastiquage de Pré en Pail : une occasion pour les journalistes-vedettes du midi et du soir de se déchâiner contre les dynamiteurs de pylônes et d'émetteurs, qui ont encore privé le public de l'ouest d'une partie de ses programmes pendant une semaine de jours. Quiétude des familles injustement troublée, argent public dilapidé. Irresponsables, c'est sûr, ces terroristes à la mode de Bretagne ; mais comment ne pas voir qu'ils touchent l'Etat là où ça lui fait mal. Ils s'attaquent à l'instrument numéro un du centralisme non démocratique de l'Etat français ; ils sabotent sa télé, dernier modèle de rouleau-compresseur assimilationniste au service du jacobinisme parisien.

Le week-end, c'est toujours du gâteau, du sirop, du déconnage dans la détente, aux couleurs tricolores. Passons.

Déconnage tricolore

Et puis, mardi 25, aux « Dossiers de l'Ecran », après un film soviétique on ne peut plus tarte sur la révolution d'octobre, un inénarrable débat mettant aux prises (c'est le mont !) deux profs soviétiques enflés de leurs certitudes (courtes), un « nouveau philosophe » salonard bloqué dans sa problématique (marxisme = Staline = Goulag), un membre du CC du PCF (Henri Malberg) évitant de s'engager dans un concert qu'il juge « indigne du sujet », et un Sanguinetti mi-patelin, mi-passionné, seul finalement à injecter un peu d'humain dans cette histoire de fous.

Mais tout ça, bien sûr, c'est du gignol à

côté de « l'Enquête sur la santé mentale d'un pays au-dessus de tout soupçon », diffusée depuis le dimanche 23 octobre, et pour deux soirs encore : les 30 octobre et 6 novembre, 21 h 35, sur l'A 2. Ne manquez pas ces beaux morceaux de deux heures trente chacun ! Daniel Karlin, le réalisateur, a tourné ça pendant deux ans, sur la lancée de ses émissions sur Bruno Bettelheim (le psychiatre américain) et sur les prisons US. Communiste, enfant d'immigrés, père de famille — un peu « dérangé » donc — il a de quoi s'interroger sur lui-même tout en portant un regard différent sur les autres, un peu sur le mode de la « raison du plus fou ».

La préparation d'un gosse

Le premier volet a tourné autour de la naissance-délivrance, ce « moment violent », et surtout de tout ce qui le précède : l'investissement psychologique, social que suppose la préparation d'un gosse ; et cette « charge » qui l'accompagne ensuite, pour le meilleur... ou pour la dérive. Le plus frappant, le mieux montré : le contraste saisissant, parfois insupportable, entre une « institution » pour jeunes « morts-vivants » et un « hôpital de jour » où tout est plus cher et plus difficile, mais où on voit peu à peu s'éveiller les absents, se réveiller les nerfs morts, se calmer les névroses indicibles.

D'un côté, des dépôts à débris humains, où des petits infirmes moteurs et cérébraux sont placés parce qu'ils terrorisent les familles ou encombrant les services d'hôpitaux : il n'y a pas d'espoir, dit la psychiatrie classique ; on guérit juste leurs rhumes, on les materne, on les gardienne, et — si ça ne va pas — on les attache et on les gave. De l'autre, un cadre ouvert sur le quartier, sur la vie, sur la famille, avec un personnel spécialisé, impliqué, chaleureux : on sait y interpréter les non-réponses, on veut y donner la parole aux enfants, car c'est ainsi qu'ils ont une chance de s'en sortir.

Et, tout au long de cette ballade de folie en folie, cette chaleur de Karlin à la

recherche d'un échange et d'un langage. Et la certitude, peu à peu acquise, que la pensée peut transformer un corps...

P. MARIELIE ■

MTS ROUES

Problème n° 36

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement :

I. Un long discours ou une longue réunion - II. Débauche en Lorraine par la grâce de Barre/Giscard - la durée d'une révolution. III. Les 3/4 d'un état - Un outil tout retourné. IV. Où régna un Mollet - Amateur de lentilles. V. Près de Perpignan - Pas loin d'Avignon. VI. Pas vraiment un anonyme - Présent ! VII. Mit le premier son oreille contre une cage - Sur une borne. VIII. Une abréviation militaire - Souvent en boule. IX. Article - Celles d'Amaury battaient les records d'ignominie - Rigolé à l'envers. X. Enchanteresse.

Verticalement :

1. Expédier Barre à Lyon, par exemple. 2. Instrument de clown - Se donne pour un concert. 3. Des engrais, encore des engrais !... 4. Symbole - Un embêtement. 5. Epoques - Epelé : cas de guerre selon Homère - Abréviation. 6. Vient de rire - Pourrissent souvent. 7. Prise de poids inversée - Plaça. 8. Fait des bulles en Italie. 9. C'est cela - ...et parfois dur comme fer ! 10. Une figure haute en couleurs !

Solution du n° 35

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	U	V	E	R	G	N	A	T	S
II	S	P	I	R	A	L	E	S	A	
III	S		C	R		O	R		M	I
IV	A	T	T	E	N	T	I	V	E	S
V	S	I	O	N		T	O	T	I	
VI	S	A	I	T		E	T	O	I	S
VII	I	R	R		U	S	I	T	E	S
VIII	N	E	E	S			G	E	R	A
IX	E	S		I	O	D	E	E		I
X	S		F	R	O	U	S	S	E	S



oublier le "retro"

Retour du *Palace* à la chanson, avec le show de la trépidante Zouc. Mais Zouc ne se raconte pas : elle va s'applaudir. Parlons plutôt du *Palace*, redevenu boîte à chansons après avoir longtemps sacrifié au cinéma.

Avant d'être *Palace* et de crécher 8, rue Faubourg Montmartre, le *Palace*, c'est l'*Eden-Concert*, sis boulevard de Sébastopol. Un truc assez familial où se commettent Yvette Guilbert — Belle Epoque et vieilles chansons françaises — et Polin, l'inventeur de « La Petite Tonkinoise » — délices coloniales et mièvreries d'amour.

Quatorze ans plus tard, en 1895, l'*Eden* déménage, prend le nom de *Palace*, lance un moutard d'Asnières qui s'appellera Chevalier, fait du boxeur Georges Carpentier un éphémère baroudeur de la chanson et du clown Grock une vedette. Carlos Gardel, un Argentin de Toulouse, y mouline des tangos ; Gardel, aujourd'hui encore, chavire les cow-boys sanglés de cuir et bourrés d'énormes steaks de la pampa argentine.

En 1930-1931, le spectacle s'intitule *Nudist'Bar*, « revue en deux nuits d'amour et de plaisir ». Cocktails, fume-cigarettes et Mistinguett, le temps d'une apparition furtive, avant qu'elle ne soit connue.

1931-1933 : l'éclipse. La chanson crève du septième art. Le *Palace* se convertit au cinéma. Puis Varna le récupère, le parisianise, le rebaptise *Alcazar*, y invente dès 1935 « la mode rétro ». Sous l'ignoble refrain « Viens Poupoule », Cléo de Mérode chahute une revue « charmante, gaie, émouvante parfois », dit le *Petit Bleu* de l'époque — une revue à froufrous « où l'on retrouve toujours jeunes les gloires d'antan ». Une certaine image de la femme...

Viendra le temps des *revues nues* — la première fait sensation. Une autre image de la femme, en somme.

A l'*Alcazar*, Trénet fait un tour, Lucienne Boyer des succès, Jean Sablon des fours : on lui reproche d'user, pour la première fois, du micro.

Puis *Le Palace* revient au cinéma. Jusqu'à cet automne 77 qui le remet en chansons.

Le Palace : un siècle d'histoire pour cajoler nos suspects nostalgies du rétro.

Et un siècle à venir, pour des ferveurs plus modernes et plus engagées ? On nous promet, après Zouc, la cornouaillaise Brenda Wootton, Pia Colombo dans des chansons de Brecht, le Cuarteto Cedron et le merveilleux chanteur catalan Luis Llach. De quoi oublier le « rétro » !

C.D.



Les illustrations proviennent d'un album publié aux éditions du Chêne : 100 ans d'affiches des music-halls parisiens, 65 F ; ainsi que de l'album Affiches et gravures art déco, de Jean Delhaye, publié chez Flammarion.

MISTINGUETT